

Tirer des enseignements stratégiques de la guerre du Dahomey

NORI KATAGIRI, PHD*

Les progrès accomplis récemment en matière de recherche sur différentes questions de sécurité internationale sont impressionnants. Cet effort intellectuel reflète en partie un effort pour répondre à la demande croissante d'informations sur les menaces de sécurité non traditionnelles qui ont suivi les attentats terroristes du 11 Septembre 2001. De nombreuses questions restent toutefois sans réponse à propos d'autres types de conflits affectant le continent africain, y compris ceux connus sous le nom de « guerre extra systémique », c'est-à-dire une guerre mettant aux prises des acteurs étatiques et non étatiques, observée dans des endroits comme la Somalie au début des années 1990 et à la fin de la première décennie du XXI^e siècle. Cet article examine la guerre qui opposa à la fin du XIX^e siècle la Troisième République française au royaume du Dahomey au Bénin comme illustration de la façon dont un gouvernement étranger engage ses forces dans un conflit armé avec des groupes rebelles étrangers dans des endroits géographiquement éloignés. Il démontre que l'un des instruments clés de la victoire des gouvernements réside dans le choix des groupes rebelles à combattre, comme une armée régulière plutôt que comme des forces de guérilleros, ce qu'ils avaient très souvent l'habitude de faire tout au long du XIX^e siècle dans de nombreuses régions du monde, y compris le Bénin, où se trouvait le Dahomey¹. Plus précisément, l'article identifie un ensemble de motivations stratégiques qui conduisirent les guerriers du Dahomey à adopter une stratégie militaire conventionnelle, ce qui donna aux Français des chances accrues de victoire dans un type de guerre auquel ils étaient préparés. La présente étude examine l'expérience du Dahomey (aussi connu sous le nom de Fon) et offre un aperçu de plusieurs aspects importants des guerres modernes au-delà du Dahomey. Ce faisant, elle offre un certain nombre de suggestions modestes en matière d'évaluation par les puissances occidentales du rôle des moyens militaires conventionnels dans leur plan de guerre contre des adversaires insurgés.

*Nori Katagiri, PhD, est maître de conférences au département d'Études de sécurité internationale. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'université de Pennsylvanie. Il remercie Stephen Burgess et les membres de son groupe de spécialistes rassemblés à l'occasion de la réunion annuelle de l'*American Political Science Association* en 2011 de leurs commentaires sur un avant-projet du présent article.

Pour les pays occidentaux, l'un des enseignements à tirer de leurs récentes expériences en matière de contre-insurrection, que ce soit en Afghanistan, en Irak ou en Somalie, est le fait que, dans la mesure où les forces indigènes sont efficaces lorsqu'elles adoptent une stratégie de guérilla, les forces régulières doivent riposter en combattant comme des irréguliers, ou tout au moins se comporter comme tel, pour vaincre. Par contre, il y a très peu d'exemples où des forces irrégulières affrontent conventionnellement des forces plus puissantes. La guerre du Dahomey représente un rare scénario de ce type. Un pays occidental intervint pour combattre une violente insurrection étrangère qui trahit une logique stratégique courante : étant défavorisée, les Fon avaient de bonnes raisons d'adopter la « stratégie des faibles », mais, au contraire, ils avaient engagé une armée moderne impressionnante, pour perdre

Le Dahomey était un très vieux royaume avec un certain degré de structure politique, militaire et sociale, et n'ayant pas connu des « insurrections » au sens où nous entendons le terme aujourd'hui. Toutefois, le présent article traite le Dahomey comme une entité non étatique en révolte contre une invasion française. Il n'était pas reconnue à l'époque comme un état membre du système international, ce qui explique le classement de la guerre du Dahomey dans la documentation existante comme « extra systémique² ». Un examen de multiples cas de contre-insurrection au cours des années récentes montre que l'expérience des Fon ne représente pas une anomalie historique ; en fait, malgré plusieurs différences, la guerre présente des caractéristiques qui ressemblent à celles de certaines guerres récentes menées ailleurs par les pays occidentaux. Au-delà de la première guerre du Golfe en 1991 et de celle du Kosovo en 1998-1999, elle rappelle certains des principaux combats conventionnels qui se déroulèrent lors de la chute des Taliban en 2001 et de la première phase de la guerre de 2003 en Irak, dont l'issue fut relativement rapide avant le passage à une phase de guérilla³. Compte tenu de son rapport avec ces expériences cruciales de combat et probablement d'autres cas, la guerre des Fon du Dahomey offre plusieurs perspectives utiles sur les guerres récentes, présentes et futures menées par les puissances occidentales.

Par conséquent, cet article fait apparaître les causes et les effets de la décision prise par les Fon de combattre comme des forces régulières. Il examine d'abord trois principales explications qu'offre la science politique des raisons pour lesquelles des groupes insurgés non étatiques sont défaits par des acteurs plus forts et qu'aucune d'elles n'explique de façon satisfaisante la défaite des rebelles Fon, ce qui demande donc une nouvelle perspective. Deuxièmement, l'article explore plusieurs raisons pour lesquelles certains groupes bousculent les idées reçues selon lesquelles ils devraient combattre comme des irréguliers pour l'emporter sur des troupes régulières en favorisant une stratégie militaire classique, et comment cela aiderait les

acteurs étatiques. Troisièmement, il retrace le déroulement de la guerre du Dahomey et examine plusieurs facteurs qui permirent la victoire de la France sur le Dahomey en faisant valoir que l'inclinaison de ce dernier à adopter une stratégie conventionnelle a généré un certain nombre de problèmes pour les rebelles et a facilité une victoire française. Enfin, l'étude conclut par une série d'implications pour la stratégie militaire des puissances occidentales.

Explications existantes

Les théories de la guerre asymétrique ont pour objet principal de décrire la façon dont les faibles l'emportent sur les forts dans un conflit international, question qui n'est pas traitée directement ici. Au contraire, nous considérons la façon dont le fort défait le faible, et plus précisément, comment les Français ont battu les Fon. Les théories les plus représentatives dans ce domaine comprennent 1) l'équilibre des déterminations, 2) l'interaction stratégique et 3) la faiblesse démocratique. La première théorie postule que dans une guerre entre des puissances inégales, la plus forte est la moins motivée à se battre et donc la plus susceptible de perdre⁴. Lorsqu'on l'applique au contexte des Fon, cette théorie soutient que le Dahomey perdit parce qu'il était moins déterminé que les Français à en supporter le coût. Les forces françaises semblaient effectivement être fortement motivées parce qu'elles étaient soutenues par un puissant lobby colonial dans leur pays et par la volonté affirmée de Paris d'investir dans la conquête du Dahomey. Par conséquent, cette théorie considère un niveau relativement faible comme principal déterminant de la défaite des Fon. En deuxième lieu, certains soutiennent que le camp le plus faible a de bonnes chances de vaincre s'il adopte une stratégie militaire (conventionnelle ou de guérilla) qui est à l'opposé de celle du camp le plus fort⁵. D'après cette théorie, les Fon perdirent la guerre non parce qu'ils manquaient de détermination mais parce qu'ils employèrent la même stratégie que la France dans une série d'interactions entre armées du début à la fin. S'ils avaient adopté une stratégie de guérilla contre les armées françaises conventionnelles, en d'autres termes, ils auraient été victorieux. Enfin, la théorie de la faiblesse démocratique soutient que les insurgés ont les meilleures chances de l'emporter lorsque leur adversaire, un gouvernement démocratique, subit la montée de l'opposition des classes moyennes à la guerre d'une façon qui limite les options de politique militaire pour le gouvernement et réduit les ressources militaires qu'exige la défaite des insurgés⁶. De ce point de vue, les Fon perdirent la guerre non parce qu'ils étaient faibles et désorganisés ou n'employaient pas la bonne stratégie militaire mais parce que la France réussit à évincer des rivaux domestiques qui cherchaient à déstabiliser la politique intérieure du pays.

C'est à ces théories que nous devons, dans une mesure importante, notre meilleure compréhension des interactions entre combattants dans les environnements de guerre asymétrique. Par contre, les détails qu'elles offrent ne suffisent pas à expliquer exactement comment des groupes rebelles, en particulier ceux d'Afrique occidentale à l'époque coloniale, se sont comportés face aux pays occidentaux comme la France. Qui plus est, elles n'examinent pas les raisons pour lesquelles autant de groupes insurgés aux ressources limitées ont réussi à bâtir une armée moderne bien équipée capable de combattre des ennemis devant lesquels, en d'autres circonstances, ils prendraient la fuite. D'après ces théories, les insurgés ont depuis longtemps fait preuve d'une propension collective à engager des armées dans des combats dans lesquels les pays occidentaux jouissent d'un certain nombre d'avantages stratégiques. Ce développement a permis aux forces occidentales d'exploiter ces avantages majeurs dans leurs interventions militaires. À condition que cette tendance se poursuive à l'échelle mondiale, il apparaît que les acteurs étatiques sont bien placés pour exploiter la passion des insurgés dans un combat conventionnel comme métrique d'évaluation de la nécessité d'intervenir et de la probabilité du succès. La prochaine section identifie les conditions dans lesquelles, aussi illogique que cela puisse paraître, on peut s'attendre à voir des forces irrégulières combattre d'une façon régulière, une tendance démontrée par divers groupes insurgés dans de nombreuses régions du monde.

Des forces irrégulières qui combattent comme une armée régulière

La propension des faibles à combattre en *guérilleros* a des bases théoriques et empiriques dans le domaine des études de sécurité. Il va sans dire que rares sont les désavantagés qui sont prêts à affronter des adversaires organisés et mieux armés en rase campagne. Dans la mesure où les efforts de professionnalisation des forces armées exigent une importante infusion de capitaux, encore plus rares seraient ceux qui *pourraient* se le permettre. Pourtant, comme il est démontré ailleurs, l'examen d'une série de guerres coloniales modernes dans le tiers-monde montre qu'un certain nombre d'insurgés et leurs chefs ont bravé cette épreuve et adopté une stratégie paradoxale pour beaucoup. La façon de conventionnaliser des forces diffère bien entendu entre divers insurgés en termes d'acquisition d'armement, d'entraînement, de discipline, de logistique, de transport et de mouvement des unités. L'emploi d'une stratégie de guerre régulière par des insurgés ne représente pas toutefois un accident historique ; il était normal pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, lorsque des groupes ethniques infranationaux, qu'il s'agisse des Xhosa, des Zoulous, des Sénégalais, des Sikhs en Inde, des Afghans ou même des Algériens, affrontèrent les puissances coloniales avec des armées, bien que de différentes façons. Au moment où ils combattirent les britanniques en 1845, par exemple, les

Sikhs avaient constitué une excellente armée régulière au Pendjab après avoir, comme de nombreux autres groupes tribaux en Inde, acquis des armes européennes et invité des stratèges militaires occidentaux⁷. Avant de combattre la France en 1854, El Hadj Omar avait bâti une armée de quelques milliers de conscrits au Sénégal⁸. Au début du XX^e siècle en Chine, Mao Zedong élaborait un concept d'armée moderne basé sur la guérilla et envisageait la création de l'armée populaire comme la phase finale de l'évolution de la lutte paysanne contre l'armée japonaise. D'ailleurs, comme il est décrit plus en détail ailleurs, il y a plusieurs raisons pour lesquelles des groupes insurgés sont tentés de moderniser leurs forces armées, même s'ils sont conscients de leurs faiblesses.

Il se peut d'abord que les rebelles croient en l'avantage qu'offrent certaines des caractéristiques d'une armée régulière telles que armement moderne, formations organisées et discipline, en tant que source de puissance militaire. La croyance en la supériorité des armées sur les guérillas peut être comparée à d'autres stratégies et interactions avec des marchands, des négociants et des agents militaires extérieurs, ainsi que par le sens d'infériorité reconnu à la guérilla⁹. Il se peut également que des rebelles recherchent le pouvoir des symboles qui s'attachent à un pays civilisé et l'amélioration des conditions socioéconomiques qui accompagne le processus de modernisation militaire. Cette optique est gravée dans la théorie de la modernisation, selon laquelle certains développements industriels, économiques et militaires conduisent directement à un changement sociopolitique positif¹⁰. Dans les années 1870, par exemple, les Ashanti du Ghana étaient devenus très partisans des armées modernes à la suite de leurs interactions avec des Européens et en avaient bâti une pour combattre les britanniques¹¹. Dans les années 1880, Muhammad Ahmad, qui commandait les forces mahdistes au Soudan, fut très attiré par l'art de la guerre européen comme moyen de modernisation de son groupe, par ailleurs primitif, à l'occasion de la lutte pour l'indépendance contre les britanniques.

Les rebelles peuvent en outre découvrir les possibilités de progrès militaire qu'offrent leur commerce d'armes et le soutien matériel d'acteurs extérieurs. Un certain nombre de systèmes tribaux et de royaumes féodaux dans de nombreuses régions de l'Afrique coloniale et postcoloniale profitèrent largement du commerce intercontinental des esclaves, des idées et des armes, qui les aida à bâtir de puissantes armées¹². Il se peut aussi que les maîtres coloniaux aient installé et institutionnalisé la stratégie de la guerre régulière comme principale doctrine de combat. Une documentation d'institutionnalisme historique nous informe que les expériences coloniales inspirent les insurgés à employer une stratégie conventionnelle¹³. Une fois que des insurgés sont colonisés, les forces de l'état injectent des capitaux dans l'économie coloniale et établissent une conscription pour accroître la main d'œuvre locale et créer des liens avec la colonie¹⁴. Il se peut enfin que la stratégie ait un rapport

étroit avec les conditions associées aux expériences qu'ont connues les insurgés, telles que le fait de tirer des enseignements des expériences positives ou de ne pas apprendre des erreurs commises. La réceptivité à diverses interprétations d'évènements historiques peut représenter un indicateur clé de développement pour les insurgés. La maturité et l'âge de ces organisations peuvent également avoir de l'importance ; les jeunes peuvent avoir plus de chances de relever de nouveaux défis alors que les plus anciens ont établi des procédures et ont plus de mal à adopter des missions nouvelles. Ils peuvent également avoir des raisons bureaucratiques de résister à l'introduction de nouvelles méthodes de combat dans la mesure où elles peuvent remettre en question des normes et hiérarchies bien établies¹⁵.

Les nombreuses tentatives à utiliser des armées ont rarement donné des résultats favorables pour les rebelles. La tendance très répandue à mener une guerre régulière a au contraire servi les intérêts des pays occidentaux. Au cours de plusieurs millénaires, ils rivalisèrent pour coloniser des territoires étrangers après avoir surmonté le défi géographique que représentaient les longues distances pour écraser les insurgés en exploitant leur supériorité en matière de technologie militaire, de transport, de communications et de logistique. La domination occidentale des guerres conventionnelles continua lors des premières décennies du XX^e siècle au cours desquelles des groupes indigènes tirèrent des enseignements d'une large application de l'idéologie révolutionnaire léniniste et de la stratégie maoïste pour combattre plus comme des guérilleros, en Indochine, en Malaisie occidentale, au Kenya, aux Philippines et ailleurs. Ces insurgés profitèrent ultérieurement de l'effondrement du système colonial dans l'après-guerre, de la prolifération des normes internationales favorisant la décolonisation et l'autodétermination, ainsi que du soutien d'organisations internationales telles que les Nations Unies qui se chargèrent de promouvoir les revendications du tiers-monde. Un tel soutien institutionnel et normatif renforça globalement les chances de victoire pour les insurgés dans la première moitié du XX^e siècle. Les dirigeants insurgés victorieux devinrent les chefs d'états nouvellement indépendants. Le lien apparent entre la stratégie militaire des insurgés et les résultats des guerres indique qu'ils ont de meilleures chances de victoire s'ils s'en tiennent à la stratégie des faibles. Inversement, la victoire des pays occidentaux est probable si les insurgés donnent la préférence à la stratégie conventionnelle. Ce lien apparaît très nettement dans l'expérience des Fon au Dahomey.

La guerre des Fon au Dahomey

Comme la plupart des guerres entre puissances inégales, celle du Dahomey était une guerre « asymétrique » entre la puissante Troisième République et la tribu des Fon mais elle était asymétrique de façon mixte. D'une part, les Fon

avaient un armement, un entraînement et une discipline inférieurs, un statut infra colonial, des espoirs limités de victoire et par conséquent ils avaient peu envie de se battre. D'autre part, ils étaient supérieurs en nombre et connaissaient mieux le terrain et les dialectes locaux. Dirigés par le roi Béhanzin, ils pouvaient puiser dans de vastes réserves humaines et mobilisèrent plus de 10.000 hommes et femmes. En deux ans, cette force atteignait 15.000, y compris un certain nombre de femmes soldats d'une grande bravoure, ce qui lui donna un avantage numérique d'au moins deux contre un pour le restant de la guerre¹⁶. Ils opéraient conformément à la norme d'ordre de bataille moderne dépendant de la puissance de feu ; il n'y avait pas de commandement de guérilla, de milices ni de forces spéciales figurant parmi les principaux combattants. Lorsque commença la première campagne en 1890, ils lancèrent toutes leurs forces en direction de Cotonou, un royaume maritime voisin, où les accueillirent les obus de canonnières françaises devant lesquelles ils battirent en retraite. Ils pivotèrent alors en direction du nord pour échapper aux renforts français venus de Porto Novo, une ville portuaire importante. Ce fut à ce point qu'ils signèrent un armistice reconnaissant Porto Novo comme protectorat français et cédèrent Cotonou en échange d'une indemnité. En pratique, malgré ces concessions, la première campagne se termina sans résultat dans la mesure où l'armistice empêcha la colonisation française mais mit fin à l'agression des Fon. L'année 1891 fut tranquille, les insurgés Fon relançant la traite des esclaves afin de se procurer des armes dans le cadre de leur programme de réarmement.

Malgré l'embarras causé par l'absence de résultat, les forces françaises étaient en état d'infériorité numérique lorsque la deuxième campagne commença en 1892. Le général commandant les troupes, Alfred-Amédée Dodds, arriva à la tête de presque 2.000 hommes, renforcés par quelque 2.600 venant de Porto Novo, alors que l'armée Fon comptait environ 12.000 hommes. La première campagne s'étant soldée par l'absence d'un vainqueur incontestable rendait le Dahomey confiant en sa force mais l'armée se révéla totalement incapable de mener un combat général. Le combat qui s'ensuivit causa plus de pertes chez les Fon que chez les Français, obligeant Béhanzin à prendre les armes et à s'attaquer lui-même aux forces françaises. Les Fon lancèrent plusieurs autres attaques qui échouèrent néanmoins devant les baïonnettes françaises. Les Français remportèrent peu après une victoire cruciale à Adégon, avant de marcher vers Abomey, où ils submergèrent les Fon. Béhanzin capturé, la France se déclara victorieuse en 1894.

Théoriquement, les insurgés Fon auraient pu prolonger la guerre et mieux se battre en adoptant une stratégie qui leur aurait évité des confrontations directes. Les états puissants tels que la France favorisaient la guerre régulière pour la raison évidente qu'elle permettait à leurs forces armées de maximiser l'utilité de leur supériorité matérielle. La stratégie conventionnelle tendait à promouvoir les

méthodes classiques d'entraînement, encourager les opérations organisées, institutionnaliser l'acquisition d'armes évoluées et s'incruster dans la culture des organisations militaires modernes, qui devinrent au fil des ans résistantes au changement et n'intégrèrent que très lentement de nouvelles méthodes de combat. Ainsi, même confrontées à des ennemis inconnus dans des lieux étranges, les armées occidentales conservèrent presque toujours le style conventionnel.

Les institutions militaires françaises des années 1890 n'y faisaient pas exception. Elles avaient hérité de la tradition napoléonienne qui s'appuyait sur l'emploi de l'artillerie, la formation en carré et une doctrine rigide, incarnant exactement ce conservatisme doctrinal¹⁷. La méthode de combat du Dahomey n'était bien entendu pas particulièrement européenne mais conventionnelle dans le contexte africain des armées razziant des esclaves. La méthode « classique » de combat entre armées est toutefois loin de ce que nous nous attendons à voir aujourd'hui dans des lieux tels que l'Afghanistan, la Somalie ou le Yémen, où des insurgés montent dans des villages, villes et régions montagneuses une série de combats irréguliers destinés à rendre la lutte plus coûteuse pour leurs adversaires et saper la volonté de se battre de ces derniers. Étant donné la récente prolifération de la stratégie d'insurrection dans des régions du monde telles que le Moyen Orient, l'Asie du sud et l'Asie du sud-est, on pourrait considérer la stratégie des Fon comme une anomalie, sinon irrationnelle. Pourquoi alors les Fon engagèrent-ils des armées régulières quand ils auraient pu faire un choix différent ?

Pour le camp faible, la notion du combat dans un cadre conventionnel paraît suicidaire. Une réaction rationnelle serait d'*éviter* une confrontation directe et d'adopter la stratégie de l'« arme du faible » combattre en guérilleros, en prenant des otages et en s'en servant comme boucliers humains. La guérilla ayant des siècles d'histoire aurait pu être adoptée par les FON¹⁸. D'ailleurs, des diseurs de bonne aventure avaient déconseillé à Béhanzin de livrer des batailles rangées et recommandé des embuscades et des mouvements de nuit, qui furent utilisés lors des batailles de Dogba et d'Oueme¹⁹. Les Fon, toutefois, s'en tinrent principalement à la stratégie qui leur était familière pour certaines des raisons discutées plus haut. Explicitement, la stratégie les aidait à justifier un besoin de modernisation de leurs forces et de solidification du royaume Fon en établissant un système militaire malgré tout primitif et à s'en servir pour protéger le royaume. En revanche, la guérilla ne semblait pas avoir grand-chose à offrir. Le succès dans la guérilla dépendait du besoin de céder volontairement du terrain à la pénétration de l'ennemi, qui à son tour générerait les propres opérations terrestres du Dahomey et serait extrêmement impopulaire. Béhanzin voulait plutôt protéger son propre territoire au lieu de laisser les Français l'exploiter et faire face à une population indocile. Une stratégie conventionnelle donnait ensuite aux forces de Béhanzin une signification symbolique de nation

moderne en formation qui pourrait défier un « équivalent » étranger. La puissante armée Fon, constituée de soldats et des fameuses guerrières, reflétait ce sentiment de confiance. En outre, la topographie du Dahomey, ses plaines et ses déserts en particulier, favorisaient le mouvement organisé des opérations d'infanterie. Le climat de la savane rendait la guérilla difficile. Les deux saisons sèches annuelles entravaient la croissance d'une forêt dense que des forces irrégulières pourraient utiliser pour se dissimuler et n'étaient pas très favorables aux combattants dont la tenue était mal adaptée²⁰. Enfin, dans la mesure où le combat conventionnel avait depuis longtemps été institutionnalisé dans la société Fon et avait été plutôt couronné de succès lors de guerres répétées contre des voisins tels que les royaumes Whydah et Oyo, l'armée considérait un changement d'organisation et de doctrine comme inutile.

Ce n'était pas par coïncidence que le Dahomey avait été connu pour sa puissance militaire²¹. Archibald Dalziel, le gouverneur britannique du Dahomey dans les années 1760, écrit que le Dahomey s'enorgueillissait de disposer d'une armée de métier nombreuse commandée par des officiers hautement disciplinés et capables, appliquant le principe importé de la « levée en masse », d'enrôler tous les adultes aptes au combat. Le roi pouvait rassembler rapidement ses forces régulières commandées par ces officiers bien entraînés²². Il chargea un commandant, le *Gau*, de préparer la stratégie militaire et la logistique. Il fit venir des spécialistes militaires du Portugal et d'Allemagne, qui étaient, à l'époque, les égaux des Français pour enseigner la formation, le maniement d'armes et les tactiques de siège²³. En dehors d'une brève escarmouche faisant penser à la guérilla en 1892, les Fon s'entraînèrent rarement aux missions éclair, à la protection des populations civiles ou à instiller et exploiter la peur chez les Français²⁴. Leur stratégie ignorait largement les opérations visant les faiblesses de l'ennemi. La préférence pour le combat classique créa toutefois six problèmes conduisant au désastre qui frappa le Dahomey lors de la deuxième campagne.

Les conséquences pour les Fon de l'application d'une stratégie conventionnelle

D'abord, le Dahomey souffrait d'un manque de ressources qui compromettait ses opérations terrestres. En dehors du fait que les armes perfectionnées étaient coûteuses et généralement difficiles à obtenir, la question du manque de ressources découle de problèmes mineurs mais sérieux. Sous l'effet de la combinaison défavorable que représentaient l'étendue du territoire et la rudesse de l'environnement, la guerre causa un déclin de la production de produits alimentaires. Celle-ci devint un problème grave parce que la première campagne fut lancée pendant une période de plantation, ce qui interrompit la production agricole normale à cause

de la conscription. En plus de la destruction d'une partie des terres arables, la guerre empêcha les agriculteurs de les cultiver, entrava les moissons de l'année suivante et obligea les soldats à préparer leurs propres nourritures²⁵. Le manque d'autosuffisance, aggravé au fur et à mesure que l'armée française infligeait des dommages sur les populations locales et les régions concernées, obligea le Dahomey à diversifier ses sources de recettes et à lancer des raids sur les territoires voisins à la recherche d'esclaves et de capitaux. Les attaques et les pillages ne laissaient pas grand-chose aux agriculteurs, les conduisant au mécontentement et à la capture d'esclaves destinés à la vente, ce qui à son tour réduisit le nombre de recrues potentielles pour l'armée²⁶. De plus, les campagnes précédentes ayant duré moins longtemps, la planification fut plus difficile pour cette guerre en termes de logistique et de transport de produits alimentaires, alors que l'armée française avait l'habitude de satisfaire de tels besoins. Finalement, les lourdes charges d'impôts et les mobilisations firent des ravages parmi les villageois, qui apprirent progressivement à résister à la conscription. La baisse des contributions publiques limita la disponibilité du matériel de guerre, ce qui obligea le Dahomey à dépendre des femmes soldats et, une fois de plus, de la traite des esclaves²⁷.

Une fois la guerre commencée, cette pénurie de ressources entraîna un deuxième problème, le déséquilibre entre les puissances militaires des deux camps. Les soldats français bénéficiaient d'un avantage en matière d'armement et de baïonnettes qui contrebalançaient la supériorité en nombre du Dahomey. La puissance militaire française exploitait non seulement ses précédentes expériences de guerres coloniales mais aussi ses armes évoluées, telles que la mitrailleuse Maxim dont la cadence de tir et la portée étaient bien supérieures à celles des tromblons du Dahomey. Les fusils à baïonnettes fixes des soldats français leur donnaient une allonge supérieure à celle des Fon armés de sabres et l'artillerie pilonnait les positions défensives des Fon²⁸. Ces armes étaient tellement efficaces qu'elles anéantirent des charges répétées des Fon avant qu'ils puissent s'approcher suffisamment pour utiliser leur mousqueterie. Les Français combinaient cet avantage technologique et leurs manœuvres pour produire des effets maxima. En lançant des expéditions légères, ce qui leur donnait une mobilité supérieure, ils esquivaient les manœuvres d'interception, d'isolement et d'enveloppement des Fon. Leur supériorité en matière de technologie et de mobilité permettait aux soldats français de transporter un volume élevé de puissance de feu. En outre, un blocus naval empêcha les importations d'armes et de produits alimentaires destinées aux insurgés, qui purent de moins en moins compter sur la traite des esclaves. C'est ainsi que la combinaison de technologie, de capacité manœuvrière et de sanctions contribua à permettre à une force française inférieure en nombre de l'emporter sur une armée Fon plus nombreuse²⁹.

Le troisième problème était que le Dahomey traitait la guerre plus comme une entreprise sociale que comme un duel où la vie est en jeu en employant des moyens qui réduisaient l'efficacité au combat. Selon l'idée que les Fon se faisaient de la guerre, les soldats consacraient leur énergie en temps de paix au cérémonial de la cour, ce qui signifiait qu'ils considéraient l'entraînement au combat plus comme un rituel que comme un élément nécessaire de la cohésion des unités, de la discipline et d'autres aspects du progrès militaire. L'armée était divisée en ailes droite et gauche, pas obligatoirement pour répondre aux formations ennemies mais pour satisfaire aux exigences des occasions cérémonielles où elles formaient deux sections encadrant le roi. Les mouvements de l'armée FON étaient exécutés pour refléter ce que la société attendait d'elle, alors que le but de l'armée française était de combattre et de vaincre. L'impératif social encourageait en outre les Fon à utiliser les esclaves disponibles moins pour gagner des guerres que pour garantir l'approvisionnement continu en hommes à sacrifier. La pratique chez les Fon des raids par surprise et de nuit visait à encercler une ville dans l'obscurité, à obtenir la surprise puis à y pénétrer de force. L'objectif principal n'est toutefois pas de tuer mais de faire autant de prisonniers que possible. En conséquence, si l'armée était elle-même prise par surprise, elle serait rapidement en proie à la confusion, ce qui encouragerait les désertions³⁰.

Quatrièmement, les différences de styles de combat créaient des problèmes pour le Dahomey. D'une part, opérant dans une formation en carrés, les troupes françaises avançaient dans les zones de combat avec des guetteurs sûrs qui aidaient à protéger les lignes de ravitaillement, renseignaient les unités vulnérables et donnaient l'alerte aux unités menacées par des raids nocturnes. Les baïonnettes fixées aux fusils des Français opérant dans les formations appropriées taillaient dans les défenses des Fon articulées sur des obstacles naturels et artificiels³¹. En revanche, le Dahomey adopta une formation en arc formé de deux divisions, celle de droite composée du plus important chef de village et de ses guerriers, celle de gauche des chefs moins importants et des leurs. Cette méthode ne donna pas de bons résultats parce que les insurgés n'avaient pas des ressources suffisantes et que le réarmement incombaît aux soldats qui, en conséquence, étaient souvent mal armés, en proie au désarroi après chaque combat et incapables de se préparer à temps aux affrontements suivants³².

Cinquièmement, les insurgés Fon ne réussirent pas à s'habituer à temps aux armes nouvelles et à se réarmer suffisamment vite entre les deux campagnes. L'une des raisons de ce retard était que l'intervalle entre l'acquisition d'armes et leur adoption, qui est un problème que connaissent bien toutes les forces armées, n'avait pas la même signification pour les insurgés et les puissances européennes. Ces dernières monopolisaient la production d'armes et les sources d'autres approvisionnements, et utilisaient ces produits dans des opérations militaires dès qu'ils

devenaient disponibles. La nouvelle panoplie était rapidement distribuée à différentes unités à des fins de test puis d'adaptation dans le but d'accroître la létalité. Une décennie avant le déclenchement de la guerre des Fon, le baron prussien Colmar Freiherr von der Goltz avait soutenu que « tous les progrès réalisés par la science et la technique modernes sont immédiatement appliquées à l'art abominable d'annihilation de l'humanité », bien que ce progrès scientifique et l'application militaire d'une nouvelle technologie aient été moins répandus et systématiques à l'extérieur de l'Europe³³. Alors que la France, en tant que fournisseur et exportateur d'armements, connaissait rarement un problème d'assimilation d'armements nouveaux dans son appareil militaire, ce n'était pas le cas du Dahomey en tant qu'importateur. Les soldats Fon de la première campagne, qui étaient habitués à l'ancien armement et en étaient généralement satisfaits, eurent la chance d'acquérir des armes nouvelles mais ils s'aperçurent ensuite qu'ils avaient besoin d'évoluer et qu'avant de pouvoir se servir d'armes nouvelles, ils devaient s'entraîner à leur emploi. De plus, ils n'étaient pas sûrs de disposer de suffisamment d'armes à temps pour les assimiler. Ce problème d'assimilation gênait les Fon de façons distinctes. Ils étaient d'abord incertains, hésitants et réfractaires à l'intégration des armes nouvelles avec les anciennes. Ensuite, ils n'avaient pas suffisamment de temps pour s'entraîner et se familiariser avec l'emploi des armes au même rythme que les Français. Enfin, ils s'aperçurent que les armes et leurs utilisateurs étaient vulnérables aux contre-mesures françaises, ce qui était vrai tant que la France restait en avance dans le domaine de la production d'armes. Ce problème entraîna une confusion largement répandue parmi les Fon, qu'il était difficile de résoudre en quelques mois³⁴.

Stratégie militaire ambitieuse et fondations politiques fragiles

Le sixième problème déterminant, une stratégie militaire ambitieuse s'appuyant sur un système politique fragile au Dahomey, est examiné ici en détail. Les insurgés Fon élaborèrent une stratégie militaire devant leur permettre d'affronter une puissante armée mais firent peu d'efforts pour renforcer la stabilité du royaume. Lorsqu'ils affrontèrent un pays plus mature, suffisamment puissant pour traverser l'océan et doté d'une capacité de projection continentale, leur royaume restait un système hiérarchique peu structuré à direction simplifiée. Dans le système politique des Fon, le *Migan* avait de multiples responsabilités en tant que premier ministre, responsable de la mise en œuvre des décisions politiques, juge suprême et responsable de l'application des lois, tout en commandant également l'aile droite de l'armée. En dessous du *Migan* se trouvait le *Meu*, qui préparait les budgets, supervisait les cérémonies et était chargé des communications au sein du système³⁵. À l'échelon inférieur se trouvaient plusieurs chefs, appelés *Togan*, qui percevaient les

impôts, levaient des troupes et dirigeaient les programmes agricoles³⁶. L'une des caractéristiques de ces institutions était leur focalisation interne qui était telle que les processus de prise et d'application des décisions fonctionnaient avec très peu de contrôles extérieurs. Effectivement, rares étaient les organes indépendants contrôlant la conduite de la guerre par Béhanzin et offrant une évaluation objective et des conseils en matière de stratégie³⁷.

Ces institutions restèrent généralement stables pendant toute la guerre et réussirent à décourager une révolte intérieure. Il n'y avait pourtant pas grand-chose en dehors d'elles pour apporter une unité aux structures politiques et sociales du Dahomey. Une inertie institutionnelle largement répandue limitait grandement la capacité du Dahomey d'incorporer les divers intérêts des 120 tribus intérieures résidant sur son territoire, d'encourager les agriculteurs à rejoindre l'armée et de nourrir le sentiment d'identité nationale. En conséquence, les mouvements séparatistes étaient courants, constituant un élément d'un phénomène que John Hargreaves appelle la « partition africaine de l'Afrique », qui incluait les territoires voisins de Porto Novo et Cotonou, qui s'étaient séparés du Dahomey avant que la guerre éclate³⁸. Les craintes de perdre plus de puissance au profit de la périphérie qui en résultèrent conduisirent le Dahomey à s'abstenir de disperser ses moyens défensifs et les responsables du commandement sur son vaste territoire alors que, dans un défi au bon sens, Béhanzin n'investit pas grand-chose dans le renforcement de ses moyens internes. Ainsi, la stratégie conventionnelle des Fon reposait sur des opérations d'une armée dont les systèmes de commandement et de contrôle ne fonctionnaient pas. Le système politique de Béhanzin faisait face à des défis extérieurs et intérieurs. Bien que restant le personnage le plus important du régime insurgé, il n'était pas plus puissant que ses prédécesseurs et était entouré de chefs provinciaux qui défiaient son autorité pour réconcilier différents intérêts tribaux et créer une force collective capable de vaincre la France³⁹. Comme le soutient Jeffrey Herbst, « la nature ambiguë de l'autorité dans les régions reculées était aggravée par le fait que le Dahomey n'avait aucun moyen de remplacer le recours à la coercition lorsqu'il étendait son mandat d'autorité⁴⁰ ». Comme la plupart de ses voisins en Afrique précoloniale, la structure politique du Dahomey restait politiquement très lâche. Comme le décrit Igor Kopytoff,

le centre... continuait à être gouverné directement par l'autorité centrale. Venait ensuite une zone intérieure de dépendances étroitement assimilées et politiquement intégrées. Au-delà était le cercle d'états vassaux relativement sûrs... Ce cercle fusionna avec le cercle suivant d'états payant un tribut, ce qui créa une tension au centre de la laisse politique. Au-delà, le contrôle du centre devint de plus en plus symbolique... Le centre ne pouvait pratiquer l'intimidation politique et arracher un tribut sporadique que par des raids institutionnalisés ou un pillage non déguisé⁴¹.

La recherche indique que, pratiquement tout au long de l'histoire moderne, les royaumes africains se sont montrés réticents ou incapables, voire les deux, de projeter leur puissance sur les territoires au-delà de leurs centres. Les régimes se souciaient peu de ce que faisaient les territoires locaux, tant qu'ils payaient des tributs, ni du degré de développement à la périphérie qui pourrait affecter la stabilité des régimes en temps de guerre⁴². De même, le Dahomey investit peu dans le développement local et national dans le cadre de ses efforts de guerre. Parallèlement, la France avait au Dahomey l'intention minimaliste d'empêcher seulement ses rivaux impérialistes d'influer sur ses opérations, plutôt que de conquérir la totalité de l'Afrique occidentale. En conséquence, elle se contenta de faire en sorte que le Dahomey reste faible. L'objectif des Français, après tout, n'était pas tant de bâtir un gouvernement colonial solide que de l'affaiblir suffisamment et de le placer sous leur contrôle afin d'exploiter ses ressources et d'envahir ses voisins. S'attendant à tirer des avantages économiques et stratégiques modérés de la conquête, la France considérait qu'attaquer des insurgés géographiquement éloignés était une entreprise justifiable politiquement. Tout cela permit aux Français de profiter du vide politique et de recourir à la violence pour priver le Dahomey d'une chance de réforme.

Avec du recul, cette analyse fait ressortir que le Dahomey se serait mieux battu s'il avait résolu l'un des six problèmes décrits plus haut. La plupart des difficultés examinées ici résultèrent de l'application d'une stratégie militaire ambitieuse présentant de nombreux problèmes qui se retrouvent dans les armées faibles et se passant de l'avantage que représente un régime politique centralisé et stable. Les institutions d'un tel régime auraient permis aux Fon d'offrir divers biens publics, tels que l'ordre public, la défense et les infrastructures, qui auraient pu agir comme base de la stabilité intérieure et source de défense du territoire. Une fois en place, ces systèmes auraient servi de puissant moteur administratif d'un vaste ensemble d'institutions politiques et économiques conçues pour assurer un soutien prolongé des tribus locales et groupes régionaux en termes de défense, de collecte des impôts ou d'aide à la survie. L'avenir de ce qui allait être les états-nations d'Afrique s'avéra caractérisé non seulement par des frontières et des citoyens ressentant une identité nationale mais aussi par un ensemble d'administrations efficaces et un système représentatif largement répandu. Les insurgés Fon combattirent alors la France largement à leur insu sans ces avantages.

Les insurgés Fon auraient également pu profiter de l'attribution de rôles défensifs plus importants à leurs voisins ainsi qu'à la population au titre du concept des zones tampons. S'ils avaient atteint une gouvernance centralisée efficace régularisant les mouvements pacifiques de population et de capitaux en provenance des royaumes voisins, ils auraient eu un plus grand degré d'autosuffisance et auraient évité de devoir mettre en œuvre une coercition extérieure afin d'économiser les ressources

nécessaires pour combattre des adversaires plus puissants. Un réseau régional de défense plus solide autour du Dahomey aurait représenté pour l'incursion française un défi supplémentaire et aurait probablement entravé la pénétration. Les ressources accumulées au centre auraient simultanément pu être distribuées à la population pour garantir la disponibilité constante de recrues et de recettes. Une distribution plus large des ressources aurait bien entendu été difficile à réaliser parce que, comme le soutient Robert Bates, « ceux qui occupaient des positions privilégiées devaient s'assurer que les avantages créés par les états étaient partagés par le plus grand nombre » pour ne pas risquer de se retrouver sans mandat populaire⁴³. Une autorité centralisée aurait plus probablement permis au Dahomey de s'assurer une base territoriale solide. Il resta au contraire un régime décentralisé et anticolonial, mit ses voisins à sac afin de se procurer des esclaves à vendre pour se procurer les armes nécessaires à la modernisation de ses forces et mena des guerres répétées dans les régions limitrophes qui ne firent que le miner avant qu'il affronte les Français. La recherche existante sur le développement politique en Afrique, en particulier les travaux de Bates, attire l'attention sur la densité de population relativement faible en tant que facteur causal de l'absence d'institutions en Afrique⁴⁴.

Bien entendu, accomplir toutes ces tâches, allant de la centralisation des structures politiques à la distribution de ressources dans la population et chez les voisins, ainsi qu'à l'ajustement de toutes ces ressources à la stratégie militaire qu'ils avaient adoptée, aurait été extrêmement difficile pour les Fon, ce qui indique qu'ils avaient très peu de chance de gagner la guerre. Cela suggère également que les incitations chez les rebelles du tiers-monde à moderniser constamment leurs forces armées aux normes occidentales sont aujourd'hui tellement omniprésentes qu'elles resteront probablement un problème stratégique majeur que partageront d'autres insurgés. Certaines organisations rebelles du monde en voie de développement seront en butte à ces problèmes lorsqu'elles emploient une stratégie conventionnelle sans système politique stable. Il s'ensuit que, à défaut d'adopter la stratégie prévue, les organisations insurgées feraient bien de bâtir un ensemble d'institutions politiques capables de soutenir des forces armées si elles doivent adopter cette structure de forces particulière. Cela a également des implications pour les puissances occidentales. L'expérience des Fon suscite un ensemble de suggestions modestes concernant les affrontements qui pourraient les opposer plus tard à des rebelles étrangers. En particulier, les pays occidentaux sont bien placés pour s'efforcer d'identifier un certain nombre de conditions stratégiques dans lesquelles des insurgés risquent d'être entraînés dans une guerre conventionnelle et de souffrir de déficiences stratégiques dans un combat classique, et pour exploiter leur avantage en puissance matérielle. Alors que des mouvements insurrectionnels

mènent des guérillas d'un bout à l'autre de la planète, l'enjeu devient plus élevé et cette suggestion revêt une priorité toujours plus grande.

Conclusion

Les types d'insurgés violents auxquels les pays occidentaux sont aujourd'hui confrontés diffèrent de celui rencontré au Dahomey, ce qui nous empêche de tirer des conclusions directes de cette expérience. Les puissances occidentales présentent elles aussi des différences à des titres divers. Néanmoins, la présente étude illustre une perspective importante qui peut raisonnablement être généralisée dans le temps et l'espace, c'est-à-dire que des insurgés pourraient sans le savoir mener des actions qui permettent aux puissances occidentales de combattre ces groupes relativement facilement. Ce mécanisme de motivation est apparemment paradoxal et souvent influencé par des contraintes socioéconomiques, cognitives et géographiques largement indépendantes de ce que font les puissances occidentales mais souvent ignorées par le camp le plus puissant qui considère comme allant de soi qu'une guerre contre lui ne pourrait que ressembler à la guérilla et qu'il doit par conséquent y répondre avec la même structure de forces. Toutefois, comme le démontre le présent article, la structure motivante est à multiples facettes et correspond à des constantes historiques de comportement stratégique observées dans de nombreuses régions du monde. C'est la raison pour laquelle la guerre régulière contre des insurgés non étatiques n'a jamais été dépassée et restera très utile aussi bien pour les forces régulières que pour les insurgés. Aujourd'hui, les armées nationales se réorganisent conformément à la doctrine de la guerre irrégulière et aux expériences rencontrées avec les menaces inhabituelles à la sécurité mais les doctrines de défense promulguées dans les capitales occidentales indiquent que nombreuses sont celles qui continuent de consacrer d'énormes ressources à l'entraînement de leurs forces armées aux missions classiques et à l'acquisition d'armes sur des bases conventionnelles. Elles ont de bonnes chances de gagner la plupart de ces guerres sans trop de problèmes lorsque les insurgés souffrent de multiples déficiences stratégiques. Même si les motivations et les déficiences des insurgés observées ici peuvent ne pas s'appliquer à tous les groupes non étatiques existants, elles démontrent certains des principaux problèmes que les insurgés ont tendance à rencontrer lorsqu'ils commettent cette erreur.

Ces problèmes ont de bonnes chances de continuer à hanter les insurgés. Les puissances occidentales jouiront d'un avantage en matière de technologie militaire, de communications, d'entraînement et de logistique qui leur donnera l'avantage dans toutes les opérations conventionnelles qu'elles mèneront contre des insurgés. En revanche, les insurgés auront du mal à acquérir des ressources

suffisantes, à entraîner des combattants, ainsi qu'à intégrer des armes nouvelles en temps voulu et à les employer efficacement en rase campagne. Ils sont donc obligés de rester fidèles à des armes relativement anciennes et à des méthodes de combat inefficaces. Il en sera ainsi alors que les pays occidentaux continuent d'exploiter leur monopole de panoplies nouvelles accompagnées de l'entraînement approprié. Les insurgés ont également de bonnes chances d'être défiés par des sous-groupes internes, qui sapent leur autorité et leurs bases d'opérations de diverses manières qui allègent le poids des ressources que doivent mettre en œuvre les principales puissances s'efforçant de trouver des moyens efficaces d'exécution d'interventions militaires. Afin de rendre de telles interventions moins coûteuses, les états occidentaux devraient activement promouvoir la conventionnalisation de la stratégie militaire des insurgés.

Cette approche présente bien entendu de nombreuses difficultés. D'abord, les politiques qui permettent en fait à des insurgés hostiles ou rivaux potentiels d'acquérir des technologies modernes, d'entraîner correctement leurs unités et de devenir globalement plus forts pour le plaisir de les combattre plus tard en faisant des hypothèses quelque peu optimistes, sont militairement dangereuses et par conséquent politiquement difficiles à faire accepter par les opinions publiques des démocraties occidentales. Les contribuables opposeront et décourageront à juste titre la prise par leurs législateurs de telles mesures qui finissent par rendre les adversaires plus forts et la guerre plus coûteuse. Par conséquent, toute mesure visant à encourager la modernisation d'organisations insurgées doit être combinée à la logique, à la raison et à la cohérence. Ensuite, les ressources financières et militaires consacrées à la guerre conventionnelle, allant d'un matériel sophistiqué à l'entretien, coûtent probablement plus cher que celles qu'exige la guerre irrégulière, un fait qu'il serait politiquement difficile de faire accepter dans de nombreuses capitales européennes et américaines par temps d'austérité financière. Les difficultés rencontrées avec la politique en matière budgétaire mettront probablement à l'épreuve un jugement stratégique sain. Enfin, il est probable que les forces armées occidentales, attentives au besoin d'innovations constantes, s'opposeront à un *retour* à une focalisation sur la stratégie conventionnelle dans la mesure où elles sont allées jusqu'à implanter la doctrine du combat irrégulier dans toutes les organisations. L'accent mis actuellement sur les missions de contre-insurrection en Afghanistan, au Pakistan et dans certaines régions du Moyen Orient, avec les coûts fixes qui s'y attachent inévitablement, rend une réorganisation radicale de la structure des forces extrêmement difficile, pour ne pas dire extrêmement coûteuse. Pour ces raisons, cet article n'appelle pas à un retour systématique à l'affectation d'une large portion des ressources militaires à la guerre conventionnelle. Une façon plus appropriée de procéder semble plutôt d'encourager les puissances occiden-

tales à trouver des moyens d'inciter les insurgés hostiles à commettre des erreurs stratégiques des diverses manières telles qu'elles sont décrites ici. Ce faisant, cela peut apporter deux avantages importants qui jettent une lumière nouvelle sur la future stratégie militaire des puissances occidentales.

D'abord, cela peut produire un ensemble de gains stratégiques rares au profit des interventions occidentales. En persuadant les adversaires de commettre des erreurs dans les scénarios de conflits futurs, cela éviterait de laisser les ennemis devenir plus puissants de diverses manières compromettant les intérêts de sécurité occidentaux. Faire face aux insurgés et les frapper au début de cette période stratégiquement avantageuse contribuera à couvrir le coût à long terme de l'acquisition de puissance par les ennemis. Cela est particulièrement le cas lors de la première phase du développement de l'insurrection, où la population d'un territoire qu'elle vise est initialement trop clairsemée pour alimenter une mobilisation, empêchant une interaction suffisamment fréquente entre les groupes insurgés et les gens du pays. Ce défi pourrait être exploité par les forces gouvernementales qui réagissent en interrompant la croissance des insurgés à ce stade. Il est bien entendu probable que les gouvernements trouveront cette phase la plus difficile pour détecter ces groupes car il se peut que ces derniers adoptent intentionnellement un profil bas ou simplement n'attirent pas grande attention. Certains groupes pourraient toutefois se moderniser à ce stade et se faire remarquer. Il reste cependant difficile de savoir lequel d'entre eux deviendra une menace significative qui justifiera une réaction rapide et vigoureuse des acteurs étatiques. De façon convaincante, Johnson et Madin soutienne que même si une menace réelle est détectée rapidement, il reste difficile pour le gouvernement de s'assurer du soutien nécessaire pour faire face à une menace hypothétique. Ces difficultés persistent pendant tout le temps où la tâche des *agresseurs* est *facilitée* au cours des différentes phases de croissance démographique parce que le groupe est peu nombreux, inexpérimenté, dispersé géographiquement et par conséquent vulnérable. Cette situation est idéale pour permettre à un gouvernement de frapper vite, dur et tôt⁴⁵.

L'autre avantage est que cela permettra à certains des états occidentaux qui s'inquiètent tels que les États-Unis d'être préparés à l'intensification des conflits avec leurs principaux rivaux conventionnels. Les rapides progrès de la Chine en matière de technologie militaire, en particulier le récent développement de moyens aériens, navals et de cyberguerre, font naître un profond sentiment d'inquiétude dans tout le Pacifique. La probabilité de cette intensification, bien qu'il vaille mieux éviter cette dernière à tout prix, peut être faible aujourd'hui mais pourrait augmenter rapidement si elle est précipitée dans l'avenir proche par la création sur le théâtre asiatique d'un vide de sécurité créé par le repositionnement planétaire à venir des moyens militaires américains basé sur le récent retrait de troupes d'Irak et un redé-

ploiement programmé hors de l'Afghanistan. Le présent article n'appelle pas à une rapide préparation de l'Occident à une guerre contre la Chine mais il met en lumière un des avantages secondaires potentiels d'une focalisation accrue sur la stratégie militaire conventionnelle en tant qu'effet secondaire d'opérations de contre-insurrection de circonstance prévisibles dans le tiers-monde. Le choix d'une stratégie reste l'une des tâches les plus difficiles à accomplir pour les responsables politiques mais l'une des expériences des pays occidentaux dans des régions isolées de l'Afrique occidentale indique plusieurs avantages qu'ils peuvent en tirer en élaborant une stratégie qui semble paradoxale à beaucoup, même aux insurgés eux-mêmes.

Notes

1. J'utilise une dichotomie entre les stratégies conventionnelle et de guérilla/insurrection inspirée de WULF, Herbert, « *Dependent Militarism in the Periphery and Possible Alternative Concepts, in Arms Transfers in the Modern World* », ed. Stephanie Neuman et Robert Harkavy, New York : Praeger, 1979. Je définis la guerre conventionnelle comme un conflit dans lequel les deux camps engagent des armées de métier en rase campagne. J'utilise la définition de l'insurrection que donne Seth Jones, c'est-à-dire « une campagne politico-militaire menée par des acteurs non étatiques qui cherchent à renverser un gouvernement ou à se séparer d'un pays en employant des stratégies et tactiques militaires non conventionnelles ». JONES, Seth, « The Rise of Afghanistan's Insurgency: State Failure and Jihad », *International Security*, Vol. 32, n° 4, printemps 2008, p. 9.

2. SARKEES, Meredith, WAYMAN, Frank et SINGER, David, « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars: A Comprehensive Look at Their Distribution over Time, 1816-1997 », *International Studies Quarterly*, Vol. 47, n° 1, mars 2003 ; GLEDITSCH, Kristian Skrede, « A Revised List of Wars Between and Within Independent States, 1816-2002 », *International Interactions* 30, issue 3, juillet-septembre 2004, pp. 231-62.

3. ANDRES, Richard, WILLS, Craig et GRIFFITH, Thomas, « Winning with Allies: The Strategic Value of the Afghan Model », *International Security* 30, n° 3, hiver 2005/06, pp. 124-60 ; BIDDLE, Stephen, « Allies, Airpower, and Modern Warfare: The Afghan Model in Afghanistan and Iraq », *International Security* 30, n° 3, hiver 2005/06, pp. 161-76 ; HOSMER, Stephen, *Why the Iraqi Resistance to the Coalition Invasion Was So Weak*, Santa Monica : RAND, 2007 ; WOODS, Kevin, LACY, James et MURRAY, Williamson, « Saddam's Delusions: The View from the Inside », *Foreign Affairs* 85, n° 3, mai/juin 2006, pp. 2-26.

4. MACK, Andrew, « Why Big Nations Lose Small Wars: Politics of Asymmetric Conflict », *World Politics* 27, n° 2, janvier 1975, pp. 175-200.

5. ARREGUIN-TOFT, Ivan, *How The Weak Win Wars: A Theory of Asymmetric Conflict*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2005.

6. MEROM, Gil, *How Democracies Lose Small Wars: State, Society, and the Failures of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States*, Cambridge : Cambridge University Press, 2003.

7. FARWELL, Byron, *Queen Victoria's Little Wars*, New York : Harper & Row, 1972, pp. 37-50 ; ALLEN, Charles, *Soldier Sabibs: The Men Who Made the North-West Frontier*, Londres : John Murray, 2000, pp. 58-87.

8. HISKETT, M., « The Nineteenth-Century Jihads in West Africa », in *The Cambridge History of Africa*, Vol. 5, de 1790 env. à 1870 env., Cambridge : Cambridge University Press, 1976, pp. 158-59.

9. WENDT, Alexander et BARNETT, Michael, « Dependent State Formation and Third World Militarization », *Review of International Studies* 19, no. 4, Octobre 1993, p. 322.

10. LIPSET, Seymour Martin, « Some Social Requisites of Democracy », *American Political Science Review* 53, n° 1, mars 1959, pp. 69-105 ; HUNTINGTON, Samuel P, *Political Order in Changing Societies*, New Haven : Yale University Press, 1968 ; PRZEWORSKI, Adam et LIMONGI, Fernando, « Modernization: Theories and Facts », *World Politics* 49, janvier 1997, pp. 155-83.

11. WILKS, Ivor, *Asante in the Nineteenth Century: The Structure and Evolution of a Political Order*, Londres : Cambridge University Press, 1975, pp. 180-189.
12. Pour cette logique, voir RECORD, Jeffrey, *Beating Goliath: Why Insurgencies Win*, Washington DC : Potomac Books, 2007.
13. RALSTON, David B, *Importing the European Army: The Introduction of European Military Techniques and Institutions into the Extra-European World, 1600-1814*, Chicago : University of Chicago Press, 1990.
14. WENDT et BARNETT, « Dependent State Formation and Third World Militarization », p. 331.
15. HOROWITZ, Michael, « Nonstate Actors and the Diffusion of Innovations: The Case of Suicide Terrorism », *International Organization* 64, hiver 2010, pp. 45-46.
16. Sur les rôles clés joués par les femmes soldats au Dahomey, voir ALPERN, Stanley, *Amazons of Black Sparta: The Women Warriors of Dahomey*, New York : New York University Press, 1998, pp. 199-200 ; CLAYTON, Anthony, *France, Soldiers, and Africa*, Londres : Brassey's, 1988, p. 72.
17. PORCH, Douglas, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in *Makers of Modern Strategy: From Machiavelli to the Nuclear Age*, ed. Peter Paret, Princeton : Princeton University Press, 1986, pp. 376-407.
18. L'histoire de la guérilla commence avant la guerre du Dahomey. Walter Laqueur observe que « les forces irrégulières et les tactiques de guérilla sont mentionnées dans le papyrus anastasi du quinzième siècle av. J. C. ». LAQUEUR, *Guerrilla Warfare: A Historical and Cultural Analysis*, New Brunswick, New Jersey : Transaction Publishers, 1997, p. 3.
19. OBICHERE, Boniface I., *West African States and European Expansion: The Dahomey-Niger Hinterland, 1885-1898*, New Haven : Yale University Press, 1971, p. 74.
20. CURTIN, Philip D, *Disease and Empire: The Health of European Troops in the Conquest of Africa*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998, p. 100.
21. OBICHERE, *West African States*, p. 252 ; GOLDSTEIN, Joshua, *War and Gender: How Gender Shapes the War System and Vice Versa*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001, pp. 60-61.
22. DALZEL, Archibald, *The History of Dahomy: An Inland Kingdom of Africa*, Londres : Frank Cass, 1967, pp. x, 55.
23. OBICHERE, *West African States*, pp. 67-69, 93 ; ALPERN, *Amazons of Black Sparta*, p. 147.
24. OBICHERE, *West African States*, p. 71.
25. SKERTCHLY, J. A., *Dahomey as It is: Being a Narrative of Eight Months' Residence in That Country, with a Full Account of the Notorious Annual Customs, and the Social and Religious Institutions of the Fons*, Londres, 1874, p. 447.
26. GOODY, Jack, *Technology, Tradition, and the State in Africa*, Cambridge : Cambridge University Press, 1980, p. 36.
27. GOLDSTEIN, *War and Gender*, p. 64.
28. ALPERN, *Amazons of Black Sparta*, pp. 195, 201.
29. PORCH, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey », pp. 383-84.
30. ARGYLE, W. J., *The Fon of Dahomey: A History and Ethnography of the Old Kingdom*, Oxford : Oxford University Press, 1966, pp. 81, 89 ; ROSS, David, « Dahomey », in *West African Resistance: The Military Response to Colonial Occupation*, ed. Michael Crowder, Londres : Hutchinson University Press, p. 154-155.
31. ROSS, « Dahomey », p. 160.
32. ARGYLE, *The Fon of Dahomey*, p. 86 ; ROSS, « Dahomey », p. 151 ; PORCH, « Bugeaud, Gallieni, and Lyautey », p. 396.
33. ADAS, Michael, *Machines as a Measure of Men: Science, Technology, and Ideologies of Western Dominance*, Ithaca : Cornell University Press, 1989, p. 366.
34. DUPUY, Trevor, *The Evolution of Weapons and Warfare*, Cambridge , Massachusetts : Da Capo Press, 1990, pp. 302-5.
35. ALPERN, *Amazons of Black Sparta*, p. 147 ; FORBES, Frederick E., *Dahomey and the Dahomans, Being the Journals of Two Missions to the King of Dahomey and Residence at His Capital in the Years 1849 and 1850*, Vol. I, Londres : Frank Cass, 1966, p. 22.

36. ARGYLE, *The Fon of Dahomey*, pp. 75, 85 ; HERSKOVITZ, Melville J., *Dahomey: An Ancient West African Kingdom*, Vol. 2, New York : J.J. Augustin, 1938, p. 29.

37. ARGYLE, *The Fon of Dahomey*, p. 63.

38. Cité dans COLSON, Elizabeth, « African Society at the Time of the Scramble », in *Colonialism in Africa, 1870-1914*, Vol. 1, The History and Politics of Colonialism, 1870-1914, ed. L.H. Gann et Peter Duignan, London : Cambridge University Press, 1969, p. 44.

39. POLANYI, Karl, *Dahomey and the Slave Trade: An Analysis of an Archaic Economy*, Seattle : University of Washington Press, 1966, p. 36 , ROSS, « Dahomey », p. 147 ; BURTON, Richard, *A Mission to Gelele, King of Dahome*, Vol. 1, p. 263 ; MLEOD, John, *A Voyage to Africa: With Some Account of the Manners and Customs of the Dahomian People*, Londres : John Murray, 1820, pp. 37-38.

40. HERBST, Jeffrey, *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton : Princeton University Press, 2000, p. 52.

41. KOPYTOFF, Igor, « The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture », in *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, ed. Igor Kopytoff, Bloomington : Indiana University Press, 1987, p. 29.

42. HERBST, *States and Power in Africa*, pp. 42-43 ; VANSINA, Jan, *Kingdoms of the Savanna*, Madison : University of Wisconsin Press, 1966, p. 82 ; REYNA, Stephen, *Wars Without End: The Political Economy of a Pre-colonial African State*, Hanover, New Hampshire : University Press of New England, 1990, pp. 156-57.

43. BATES, Robert H., *Essays on the Political Economy of Africa*, Berkeley : University of California Press, 1987, p. 42 ; HERBST, *State and Power in Africa*, p. 51.

44. BATES, *Political Economy of Rural Africa*. Voir aussi STEVENSON, Robert F., *Population and Political Systems in Tropical Africa*, New York : Columbia University Press, 1968.

45. Pour une corrélation entre la population et l'efficacité d'une insurrection, voir, par exemple, JOHNSON, Dominic D. P. et MADIN, Joshua S., « Population Models and Counterinsurgency Strategies », in *Natural Security: A Darwinian Approach to a Dangerous World*, ed. Raphael D. Sagarin et Terence Taylor, Berkeley: University of California Press, 2008, p. 162.